

La « République exemplaire » de Macron : un quinquennat de pieds nickelés...

écrit par Jules Ferry | 7 avril 2022

Nous l'avons fait !

C'ÉTAIT NOTRE PROJET
ET C'EST MAINTENANT
NOTRE BILAN.



Nous l'avons fait !

C'ÉTAIT NOTRE PROJET
ET C'EST MAINTENANT
NOTRE BILAN.



Manifestement, La République en Marche se conjugue mal avec la « République exemplaire ».

2017 :

“La justice est au cœur du projet que nous portons”, déclarait Macron lors de la présentation de son programme. “Nous voulons les mêmes règles pour tous, quelque soient les statuts. Nous voulons des dirigeants responsables, exemplaires et qui rendent des comptes”, affirmait le

fondateur d'En Marche.

Macron avait promis « *une République exemplaire* ».

Non seulement rien de tout cela n'a été respecté, mais une trentaine de ses proches ont été mouillés pendant le quinquennat par des affaires en tout genre.

Rappel.

Laetitia Avia



Assemblée nationale

N'oublions pas **Laetitia Avia qui mord les taxis** et est visée

par une enquête pour “harcèlement moral”.

Députée, elle est mise en cause pour l’agression d’un chauffeur de taxi en 2017, et trois ans plus tard par cinq de ses anciens assistants parlementaires pour des propos racistes, sexistes, homophobes et violents.

François Bayrou



Gouvernement

Le patron du MoDem, éphémère ministre de la justice recasé haut-commissaire au plan après sa mise en examen, se débat depuis plus de quatre ans dans l’affaire des assistants parlementaires de son parti au Parlement européen. L’enquête est aujourd’hui terminée, menaçant le centriste d’un renvoi devant le tribunal.

Alexandre Benalla



Élysée

L'affaire Benalla – qu'on a un peu oubliée avec la Covid, l'Ukraine, et le McKinseyGate, ne fut qu'un avant-goût de ce que nous a réservé ce quinquennat de pieds nickelés...

Chargé de mission à l'Élysée, il a été condamné à trois ans de prison, dont un ferme, notamment pour les violences commises le 1er mai 2018 et l'usage d'un passeport diplomatique. Il a fait appel du jugement. Il est aussi mis en cause dans une enquête sur des soupçons de corruption autour d'un contrat de sécurité signé entre l'oligarque russe Iskandar Makhmudov et l'ancien gendarme Vincent Crase.

https://twitter.com/Spoty40/status/1509605464471916550?s=20&t=_S0xRkz3EITLCIv32skMnA

Jean-Jacques Bridey



Assemblée nationale

Celui qui présidait jusqu'en 2019 la commission de la défense à l'Assemblée nationale a profité pendant plusieurs années de frais de bouche exorbitants. Pire : il s'est même fait rembourser deux fois des repas fastueux, aux frais de ses administrés. Les investigations judiciaires portent aussi sur 100 000 euros d'indemnités d'élu que le député LREM est soupçonné d'avoir touché indûment lorsqu'il était encore au PS.



Benjamin Griveaux



Depuis le scandale de la vidéo à caractère sexuel qui lui a coûté la course à la mairie de Paris, Benjamin Griveaux se fait tout petit. L'ancien porte-parole de l'Élysée, qui a décidé de mettre un terme à sa carrière politique, a gardé des liens avec Emmanuel Macron, l'un de ses soutiens pendant la tourmente...



Agnès Buzyn



Gouvernement

L'ancienne ministre de la santé a été mise en examen pour « mise en danger de la vie d'autrui » dans l'enquête de la Cour de justice de la République sur la gestion de la crise sanitaire. Elle a été placée sous le statut de témoin assisté pour les soupçons d'« abstention de combattre un sinistre ».

Gérard Collomb



Gouvernement

Une enquête judiciaire a été ouverte contre l'ancien ministre de l'intérieur pour un possible « détournement de fonds publics ». Son ex-compagne aurait bénéficié de plusieurs emplois municipaux depuis plus de vingt ans. L'enquête préliminaire pour l'utilisation de fonds publics pour financer des meetings d'Emmanuel Macron lors de la présidentielle 2017 a été classée sans suite.

Gérald Darmanin



« *Calmez-vous madame, ça va bien se passer...* »

Gouvernement

Dardmalin, arrogant, misogyne et propagandiste!

Harceleur et pourtant ministre! Un scandale de plus pour Macron!



Deux femmes ont expliqué que le ministre de l'intérieur avait abusé de son pouvoir quelques années auparavant, en faisant des promesses d'aides afin d'obtenir des faveurs sexuelles. L'une d'entre elles a déposé plainte pour viol : le parquet de Paris a requis un non-lieu dans cette affaire.

Non-lieu pour Gérald Darmanin dans son affaire de viols et de harcèlements sexuels et pourtant il y avait des SMS comme preuves. Il ne faut pas avoir les lèvres gercées avec notre belle justice française.

⚡ 🇫🇷 RÉTRO - Enquête pr viol : Gérald #Darmanin a déclaré aux juges que la plaignante était «insistante». Les échanges de SMS montrent l'inverse : ds 40 SMS, il la sollicite pr la voir / lui parler, alors qu'elle explique ne pas vouloir le voir. (Mediapart)

Jean-Paul Delevoye



Gouvernement

Haut-commissaire à la réforme des retraites puis ministre, il a été condamné à quatre mois de prison avec sursis dans le cadre d'une procédure de plaider coupable. Il avait omis de déclarer de nombreuses activités à la Haute Autorité pour

la transparence de la vie publique et reconnu de « multiples erreurs ».

Celui qui voulait importer 50 millions d'étrangers pour notre bien...

https://twitter.com/mwesfreid/status/1200369706290552832?s=20&t=oB0FExf1fD_t8K0tXm5qaw

Delevoye du peuple

ON EN ÉTAIT RESTÉ à ses 14 activités parallèles à son poste de haut-commissaire aux Retraites, en décembre dernier, découverte qui l'avait mené à la démission.

En fait, Delevoye le gourmand avait bien d'autres cordes à son arc, révèle « Libé » (7/10) : il bénéficiait en effet d'« un emploi grassement rémunéré et peu prenant, et d'un agréable logement de fonction », payés par le groupe IGS. L'heureux homme.

Lorsque Delevoye, alors haut-commissaire, obtient le rang de ministre, en janvier 2019, il se trouve en violation flagrante avec l'article 23 de la Constitution, qui interdit d'avoir une activité profession-

nelle rémunérée en plus d'un poste gouvernemental.

Mais, tout aussi gênant, la déclaration d'intérêts qu'il avait remplie avant d'être ministre, alors qu'il n'était que simple haut-commissaire aux Retraites, ne mentionnait aucun contrat avec IGS, alors qu'il en était salarié depuis 2016.

« Libé » explique que, en dehors d'un livre blanc publié en janvier 2019, ses tâches réelles restent difficiles à déterminer. « **Activités de conseil** », mise en place d'une dizaine de « **journées-rencontres** », explique son entourage. Delevoye, interrogé par « Libé », n'a pas répondu.

Faute de temps, certainement.

François de Rugy



Gouvernement

Président de l'Assemblée nationale puis ministre de la transition énergétique et numéro 2 du gouvernement, il démissionne le 16 juillet 2019 : il a organisé de coûteux dîners privés aux frais de l'État (qu'il a dû en partie rembourser), fait des travaux de confort dans son appartement de fonction, a habité un logement où il n'a pas le droit d'habiter (dispositif Scellier social) et a fait un usage irrégulier de ses frais de mandat.

Éric Dupond-Moretti



Gouvernement

Le ministre de la justice est mis en examen pour « prise illégale d'intérêts » – une première dans l'histoire de la Cinquième République. Il est soupçonné d'avoir dévoyé les moyens de sa charge à des fins personnelles, par pur esprit de vengeance à l'encontre de magistrats anticorruption qu'il avait eu à combattre dans sa vie d'avocat.

Olivier Dussopt



Gouvernement

Secrétaire d'État en charge de la fonction publique, il a été promu ministre délégué chargé des comptes publics, bien qu'il se soit fait offrir en 2017 des œuvres d'art par une entreprise en affaires avec sa municipalité. Pris la main dans le sac, il a restitué les œuvres. La justice a ouvert une enquête pour « corruption » et « prise illégale d'intérêts ».

M'jid El Guerrab



Assemblée nationale

Les gueules de Brutor épaisses de la macronie.

Déjà la mâchoire fait peur. Après le mordant de Laetitia Avia ! LREM, La Rage Emmerde & Méchante

Le député est mis en examen pour avoir « volontairement commis des violences ayant entraîné une incapacité totale de travail supérieure à huit jours », et ce, avec « une arme par destination », en l'occurrence un casque de moto, dont il se serait servi pour frapper le député PS Boris Faure.

Comment se fait-il que le député (et toujours candidat) M'jid El Guerrab, membre de la commission contre les groupuscules d'extrême-droite n'ait jamais démissionné alors qu'il a mis dans le coma le socialiste Boris Faure à coups de casque en pleine rue ? République exemplaire ?

Nathalie Elimas



Gouvernement

Accusée de harcèlement moral par une demi-douzaine de membres de son cabinet, l'ex-secrétaire d'État chargée de l'éducation prioritaire, évincée du gouvernement le 5 mars 2022, est visée par une enquête ouverte par le parquet de Paris.

Richard Ferrand



Assemblée nationale

Ministre de la cohésion des territoires puis président de l'Assemblée nationale, il est mis en cause dans l'affaire des Mutuelles de Bretagne pour prise illégale d'intérêts. Il s'est impliqué personnellement dans l'affaire immobilière conclue par sa compagne avec les Mutuelles de Bretagne, alors qu'il en était le directeur général.

Laura Flessel



Gouvernement

Ministre des sports, l'ex-championne d'escrime quitte le gouvernement après que le fisc a découvert des manquements déclaratifs de la ministre concernant une société de droit à l'image. L'administration fiscale a saisi la Commission des infractions fiscales pour que des suites judiciaires soient données à l'affaire.



Sylvie Goulard



Gouvernement

Ministre des armées, elle démissionne en raison de l'affaire des assistants parlementaires du MoDem au Parlement

européen. Enquête qui lui vaut aujourd'hui une mise en examen pour « détournement de fonds publics ».

Est-ce qu'on réalise bien que Sylvie Goulard gagne à la Banque de France grâce à Emmanuel Macron 292.000 euros par an avec la prime logement, soit 16 SMIC par an payés par l'argent de tous les Français?



Alain Griset



Gouvernement

Ministre français délégué aux petites et moyennes

entreprises, il démissionne après avoir été condamné à six mois de prison avec sursis pour avoir dissimulé une partie de son patrimoine.

Nicolas Hulot



Gouvernement

Ministre de la transition énergétique, il est l'objet d'une enquête sur des violences sexuelles. Mais ce n'est que quelques années plus tard que de nouvelles révélations et l'ouverture d'une enquête judiciaire le conduisent à se retirer définitivement de la vie politique.

Sandrine Josso



Assemblée nationale

En 2018, la députée LREM de Loire-Atlantique a demandé à son assistante de lui prêter 10 000 euros en contractant un crédit à la consommation. Elle ne l'a pas remboursée. La justice a ouvert une enquête pour « abus de confiance ».

Alexis Kohler



Élysée

Une information judiciaire vise le secrétaire général de l'Élysée, soupçonné de conflits d'intérêts en raison de ses liens avec l'armateur italo-suisse MSC. La plainte d'Anticor a été déposée pour « faux et usage de faux » et « omission substantielle de ses intérêts ». Le président Macron est intervenu par un courrier de soutien dans la procédure judiciaire, mettant à mal la séparation des pouvoirs.

Mustapha Laabid



Assemblée nationale

Le député LREM a été condamné par la cour d'appel de Rennes à huit mois de prison avec sursis, 10 000 euros d'amende et trois ans d'inéligibilité pour « abus de confiance » : président de l'association rennaise Intermède, qui œuvrait pour l'insertion des jeunes, il a utilisé pour 21 545 euros de fonds de l'association à des fins personnelles.

Sébastien Lecornu



Gouvernement

Le ministre des outre-mer se trouve au cœur d'une enquête judiciaire ouverte pour « prise illégale d'intérêts » et « omission de déclaration à la Haute Autorité pour la transparence de la vie publique ». Comme président du département de l'Eure, il a approuvé plusieurs délibérations de la collectivité ayant trait à la Société des autoroutes Paris-Normandie, société dans laquelle il touchait des jetons de présence.

Brigitte Macron



Élysée

Pour protéger son couple étrange, Macron a fait appel à **Mimi Marchand**, une ancienne proxénète, affiliée au grand banditisme, multirécidiviste...(Cf sa fiche wikipédia)

Encore un scandale que la presse tait.

Presse aux ordres!

La femme du chef de l'État a demandé à Michèle Marchand de « *tenir bon* » après sa sortie de prison, selon une écoute téléphonique. Tout en multipliant les critiques contre la justice, elle a aussi proposé à la patronne de l'agence Bestimage de prendre attache avec son chef de la sécurité en cas « *d'emmerdes* ».

Michèle Marchand



Élysée

La patronne de Bestimage et communicante en chef du couple Macron a été mise en examen pour « subornation de témoin » et « association de malfaiteurs en vue de commettre une escroquerie en bande organisée » : elle est soupçonnée d'avoir joué un rôle central dans l'organisation de la fausse rétractation de Ziad Takieddine à l'hebdomadaire *Paris Match* dans l'affaire libyenne.

Muriel Pénicaud



Gouvernement

Ministre du travail, elle a été placée sous le statut de « témoin assisté » pour son rôle dans l'attribution à Havas de l'organisation de la French Tech de Las Vegas autour d'Emmanuel Macron.

Jérôme Peyrat



Élysée

Conseiller politique au cabinet d'Emmanuel Macron, il a démissionné car accusé par son ex-compagne de l'avoir frappée au cours d'une violente dispute. Pour ces faits, il a depuis été condamné à 3 000 euros d'amende avec sursis pour « violences volontaires ».

Benoît Simian



Assemblée nationale

La procureure de Bordeaux a requis 18 mois d'emprisonnement, assortis d'un sursis probatoire, contre le député (ex-LREM), jugé pour harcèlement envers son épouse dans le cadre d'un divorce houleux. Trois ans d'inéligibilité ont également été demandés.

Thierry Solère



Élysée

Le conseiller politique d'Emmanuel Macron, député des Hauts-de-Seine, est mis en examen pour fraude fiscale, trafic d'influence et dix autres infractions. Il est notamment soupçonné d'avoir utilisé à des fins personnelles une partie de ses frais de mandat entre 2012 et 2019.

Sira Sylla



Assemblée nationale

La députée a été condamnée par les prud'hommes (jugement dont elle a fait appel), qui ont reconnu le harcèlement moral subi par une ancienne assistante. D'autres assistants rapportent des faits similaires.

Stéphane Trompille



Assemblée nationale

Le député a été condamné pour le harcèlement sexuel d'une ancienne collaboratrice par le conseil de prud'hommes de Bourg-en-Bresse. Il a fait appel.